



HAL
open science

Parler de l'extrême-droite. Registre commun et particularités locales du discours des militants Les Républicains sur le Front National

Emilien Houard-Vial

► To cite this version:

Emilien Houard-Vial. Parler de l'extrême-droite. Registre commun et particularités locales du discours des militants Les Républicains sur le Front National. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2021, 2021/1 (54), pp.155-169. 10.3917/psud.054.0155 . hal-03263987

HAL Id: hal-03263987

<https://sciencespo.hal.science/hal-03263987>

Submitted on 17 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PARLER DE L'EXTREME-DROITE
REGISTRE COMMUN ET PARTICULARITES LOCALES DU DISCOURS DES
MILITANTS LES REPUBLICAINS SUR LE FRONT NATIONAL

Cet article étudie les discours des militants des Républicains à propos du Front National, sachant le dilemme de la droite partisane tiraillée entre convergence idéologique et responsabilité démocratique. Elle s'appuie pour cela sur une enquête localisée dans trois villes moyennes françaises, dont une ville méditerranéenne. Elle identifie une éthique politique propre aux militants LR, davantage axée sur la préservation d'un ordre social et la distinction entre partis protestataires et de gouvernement que sur la préservation d'un ordre démocratique et républicain. Elle montre en revanche que cette éthique politique s'exprime différemment selon l'environnement sociopolitique des militants, et que l'opposition de principe au Front National peut être fragilisée selon la situation politique et électorale locale.

Mots-clefs : droite, extrême-droite, militants, approche locale, nord-sud

Auteur : Houard-Vial Emilien, Sciences Po, Centre d'Etudes Européennes (UMR8239), emilien.houardvial@sciencespo.fr

Les relations qu'entretiennent les droites et les extrêmes-droites sont non seulement un des sujets les plus brûlants de l'actualité européenne, mais également un des plus épineux, tant elles paraissent parfois difficiles à caractériser et semblent dépendre de leurs contextes nationaux voire locaux. La littérature sur l'extrême-droite, enrichie par des décennies d'analyses sur son organisation, sa sociologie électorale et surtout sur ses discours (Alduy & Wahnich, 2015) et son idéologie (Mudde, 2000), s'est élargie depuis les années 2000 aux relations qu'elle entretient avec le reste du système partisan (Dézé, 2003).

Explorant les conditions de formation des alliances électorales entre droite et extrême-droite en Europe (Bale, 2003), ces travaux nous permettent d'imaginer la teneur des discours des acteurs de la droite partisane. Dans la mesure où ils identifient une tension permanente entre l'ambition électorale qui incite les partis de droite à la conciliation avec l'extrême-droite, et une forme de « responsabilité démocratique » (Downs, 2001, p. 27) qui incite à un rejet moral de l'extrême-droite fondé sur son idéologie et son héritage historico-politique, on peut s'attendre à ce que les discours partisans de droite soient structurés par une telle ambiguïté entre convergence idéologique et rejet de principe de l'extrême-droite.

Dans le cas français, la droite partisane, représentée par l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) puis Les Républicains (LR), maintient depuis une vingtaine d'années une stratégie de non-alliance avec sa contrepartie extrémiste, représentée par le Front National (FN), récemment renommé « Rassemblement National » (RN). Cette politique, parfois qualifiée de « cordon sanitaire », peut néanmoins poser problème quand on sait que la droite française procède depuis plusieurs décennies à une politique d'accommodation vis-à-vis des positions du Front National (Meguid, 2008) qui passe par une radicalisation de son discours idéologique, notamment sur les thèmes frontistes favoris que sont l'immigration, le multiculturalisme et la sécurité (Haegel, 2011). Elle doit donc être capable de justifier dans le même temps d'un discours idéologique proche de celui du FN et d'un refus de s'allier avec celui-ci pour « garder les mains propres ». Ce paradoxe apparent place donc les partisans des Républicains dans une situation inconfortable quand il s'agit de parler du Front National, situation qu'il nous paraît d'autant plus légitime d'interroger qu'elle permet l'étude approfondie de paroles militantes sur la vie politique et le système partisan rarement prises en compte dans la littérature. Nous souhaitons donc pousser encore plus loin les perspectives de la littérature sur la droite et l'extrême-droite en interrogeant les représentations des acteurs partisans sur cette tension entre stratégie et éthique et sur cette supposée « responsabilité démocratique » qui leur incombe. Se pose particulièrement la question de l'homogénéité des discours militants de droite sur le Front National, alors même que les responsables politiques de l'UMP puis des Républicains ont rarement tenu un discours unifié et constant à l'endroit de l'extrême-droite.

1. Une approche locale de la parole militante sur l'extrême-droite

Recueillir la parole des militants pour aborder une telle problématique n'a a priori rien d'évident. Les études sur la droite partisane française ont majoritairement privilégié l'analyse de l'idéologie et des discours officiels des partis ou au contraire celle des opinions des électeurs, et ne peuvent que suggérer indirectement la perception qu'auraient les militants Les Républicains du Front National. On ne sait pas non plus s'ils expriment une opinion cohérente et stable sur ce sujet à multiples facettes (dirigeants, idées, alliances, etc.). Il nous semble donc important d'examiner les aspects pratiques de ces perceptions politiques individuelles et collectives.

En résumé, il s'agit de ne pas concevoir le discours des militants en entretien comme un prêt-à-parler que l'enquêté n'aurait qu'à dérouler et que l'enquêteur n'aurait qu'à collecter, mais comme un discours bricolé en fonction de l'expérience pratique de l'enquêté. Il est donc important d'analyser les arguments mobilisés par les enquêtés pour justifier de leur goût ou de

leur dégoût vis-à-vis du Front National comme des raisons fortes ancrées dans le vécu social et politique des militants Les Républicains. Au-delà de l'identification d'un argumentaire spécifique à cette population, il sera donc question de comprendre l'influence du contexte local dans lequel elle s'insère, et particulièrement de son l'histoire politique, de la sociographie de sa population et du succès électoral des Républicains lors des élections locales.

Cette perspective s'inspire, sans formellement la respecter, de l'approche localisée des partis politiques développée par Frédéric Sawicki à propos du Parti Socialiste (Sawicki, 1997). Elle ne se focalise cette fois pas sur l'échelle départementale et sur les jeux de pouvoir à l'œuvre dans les fédérations partisans, mais sur l'échelle municipale et sur les perceptions politiques d'un parti existant à la fois au niveau local et national. Dans la mesure où les lieux de vie et d'engagement du militant de terrain ne diffèrent pas, l'approche locale nous permet de comprendre comment la perception qu'il a des enjeux politiques locaux peut influencer sa perception d'enjeux politiques plus généraux, sa manière d'en parler et les choix stratégiques vers lesquels va sa préférence. En déconstruisant l'homogénéité apparente qu'induirait une enquête non localisée des perceptions politiques, notre étude nous permet de comprendre ce qui est véritablement commun dans les perceptions des militants LR dans leur ensemble, et ce qui peut varier en fonction de leurs contextes sociopolitiques locaux.

Nous avons pour cela choisi trois villes de taille moyenne – que nous nommerons pour des raisons d'anonymat La Nordiste, La Francilienne et La Sudiste – de manière à faire varier à la fois les milieux sociaux que l'on était susceptible de trouver, leur histoire politique et la situation électorale des Républicains. Cette approche diffère ainsi des critères traditionnellement invoqués dans l'opposition entre FN du Nord et FN du Sud (Huc, 2019), dans la mesure où nous étudions des militants et non pas des électeurs. La Nordiste est une ville du nord de la France dirigée par un maire de droite depuis la Libération. Il s'agit d'une ville socialement assez diverse, avec des quartiers populaires qui côtoient un cœur plutôt bourgeois, située dans le sud des Hauts-de-France, dans un département où Les Républicains réalisent de bons scores et généralement considéré comme acquis à la droite en dépit de scores croissants du Front National. La Francilienne est une ville de la région parisienne précédemment dirigée par une figure majeure de la droite française mais passée à un maire apartisan de centre-droit en 2008. Elle possède une sociologie plutôt, voire très bourgeoise, avec un des plus forts taux d'assujettis à l'ISF. Elle se situe dans l'ouest de l'Île-de-France, dans un département où les maires sont quasiment tous de droite ou de centre-droit, et qui a récemment connu une forte poussée électorale de La République en Marche, avec un Front National plus que marginal. Enfin, la Sudiste est une ville du bassin méditerranéen dirigée par des communistes de la

Libération jusqu'en 1995, où elle fut récupérée par l'actuel maire LR. La ville a derrière elle un passé minier et une sociologie plutôt populaire, avec un taux de chômage élevé. Elle se situe dans l'est de l'Occitanie, dans un département où Les Républicains, malgré le contrôle de certaines villes, réalisent d'assez mauvais scores, et qui est généralement considéré comme un département de gauche, même si le Front National y connaît un grand succès.

Afin de saisir correctement les perceptions militantes du Front National, nous avons choisi d'insérer un dispositif projectif au sein des entretiens que nous avons menés, permettant ainsi aux enquêtés de développer un discours aussi libre que possible sur le Front National, sans imposer d'angle ou de thème *a priori*. Il a été demandé aux enquêtés, à partir d'une consigne très générale, de commenter des photographies d'hommes et de femmes de différents bords politiques, au premier rang desquels celles et ceux du Front National (à savoir Marine Le Pen, Jean-Marie Le Pen et Marion Maréchal-Le Pen). L'échantillon est constitué de trente entretiens menés de fin novembre 2017 à fin mars 2018 dans nos trois villes françaises.

L'échantillon des 31 militants interrogés était majoritairement masculin (22 hommes), âgé (15 de plus de 60 ans), ayant des responsabilités électorales ou partisans et ayant adhéré après la fondation de l'UMP. La grande majorité est liée au secteur privé, dont beaucoup avec des responsabilités d'encadrement, et si la plupart sont issus de familles de droite, leurs parcours politiques restent variés et hétéroclites. Nous avons aussi pu recueillir une certaine diversité en termes de soutien aux primaires de 2016 et de vote au second tour de la présidentielle – 13 pour Macron, 2 pour Le Pen et 14 votes blancs. En définitif, cet échantillon n'a aucunement vocation à être représentatif des adhérents des Républicains dans leur ensemble, mais a plutôt été élaboré en cherchant la plus grande diversité possible dans les profils retenus afin de capturer toutes les nuances du discours partisan sur le FN et de pouvoir comparer les discours. Cette diversité nous a enfin permis de confirmer que les différences de discours et de perception ne se jouaient pas tant au niveau des caractéristiques individuelles qu'au niveau collectif. L'effet du contexte local est d'autant plus réel qu'il ne saurait être confondu avec des particularités sociologiques, puisque nous avons pu obtenir trois groupes militants semblables d'un point de vue socioprofessionnel.

2. Une éthique politique propre aux militants LR

La prise en compte de l'ensemble des entretiens réalisés nous a permis de dégager un registre normatif commun à tous les militants LR rencontrés dans nos trois villes. Par registre normatif, nous qualifions ainsi un système de principes normatifs définissant une bonne manière de faire de la politique et à partir duquel ils peuvent juger le Front National, ce qu'on pourrait aussi

appeler les « modalités de classification et de justification » (Lascoumes & Bezès, 2009, p. 119) de la politique à partir desquelles les enquêtés articulent leur argumentaire partisan. Ce registre repose sur trois piliers qui se superposent avec les trois schèmes généralement utilisés par les citoyens pour exprimer leur rapport à la politique : « politician schemas », « issue schemas » et « party schemas » (Joignant, 2007, p. 800).

La première norme utilisée pour parler du Front National est ainsi celle qui se réfère aux qualités attendues de la part d'un dirigeant politique et dont les personnalités du Front National sont supposées manquer. Le schéma argumentatif lié aux hommes et aux femmes politiques est largement le plus mobilisé par les militants LR pour parler du Front National. Cela révèle surtout, au-delà même de la méthode projective utilisée, l'impact sur les électeurs de la personnalisation du pouvoir frontiste par Jean-Marie Le Pen puis Marine Le Pen et de la focalisation médiatique sur ces personnalités. On parle ainsi du FN d'abord comme une saga familiale.

Concernant les traits de caractère attribués à Marine Le Pen et à Jean-Marie Le Pen, sur lesquels les enquêtés ont été les plus prolixes, on peut distinguer certains points communs. Les deux sont considérés comme des personnalités politiques manquant du sérieux et des capacités nécessaires à l'exercice des fonctions politiques, Marine Le Pen étant notamment considérée comme manquant de compétences et de maîtrise des sujets de fond pour être candidate à l'élection présidentielle. Ce trait revient également à propos de Jean-Marie Le Pen, souvent qualifié de « personnage », de « tribun », voire de « guignol », c'est-à-dire un homme doué d'un talent oratoire dont les enquêtés se rappellent plus volontiers que de son programme.

Les militants LR sont également enclins à dénoncer chez la fille comme chez le père une personnalité haineuse et agressive qui exacerbe les peurs et le rejet d'autrui chez les électeurs, qui mobilise les citoyens les uns contre les autres plutôt que de faire preuve de pédagogie, comme dénoncé par une jeune militante de la Francilienne :

« Ce qui me dérange chez elle, c'est qu'elle est hyper agressive, hyper critique, bien trop fermée [...]. Elle est méprisante ... envers les Français, elle a toujours ce côté fermeture, "j'ai raison et vous avez tort", non madame, et puis arrêtez de hurler comme une poissonnière parce que c'est quand même très dérangeant. »

Jean-Marie Le Pen est également caractérisé par son agressivité teintée de racisme et de négationnisme, ses propos jugés inadmissibles sur la Shoah ou Durafour-crématoire étant souvent rappelés pour prouver son aspect nocif pour le débat public.

Enfin, il faut noter que la fille et le père ont été systématiquement mis en relation et comparés dans le discours des militants, généralement pour signifier que le FN ne s'était pas

véritablement respectabilisé avec l'arrivée au pouvoir de la fille et que, derrière les changements de façade, ses intentions et ses défauts sont toujours les mêmes. Sont avancés comme arguments la persistance d'un « noyau dur » de militants frontistes radicaux et partisans de la rhétorique du père ainsi que la socialisation familiale de Marine Le Pen. On constate donc les militants ont tendance à parler de manière indistincte du Front National, de sa présidente et de son groupe dirigeant. Ils tendent à généraliser les défauts attribués à Marine Le Pen à l'ensemble de son parti, ou au contraire à rattacher leur perception de la présidente à une perception plus générale d'un Front National monolithique.

La seconde norme mobilisée par les enquêtés est celle qui se réfère aux qualités attendues d'un programme politique et aux positions qu'il devrait adopter sur les enjeux jugés primordiaux par les militants. La question de l'idéologie du Front National demeure pour les militants LR davantage une source de tension et de malaise qu'une occasion de se distinguer politiquement. Etant souvent d'accord avec l'extrême-droite sur la posture à adopter en matière d'immigration, les enquêtés se sont souvent retrouvés en entretien dans une position délicate car obligés d'aborder cette question, systématiquement et spontanément associée au Front National. Pour les militants LR, l'enjeu est donc de reconnaître la légitimité et l'importance de la question migratoire et la nécessité de la traiter, afin de la dépolémiser.

Une fois rejetées les accusations d'instrumentalisation de l'enjeu migratoire, les militants ont deux manières d'exprimer leurs opinions. Certains reconnaissent implicitement leur proximité avec les positions du Front National, mais revendiquent un traitement plus sérieux, plus crédible que celui programmé par le FN, stratégie qui n'est certes pas exempte d'ambiguïtés et d'impensés. D'autres marquent une frontière plus nette entre les positions des deux partis, en revendiquant un discours beaucoup plus pragmatique et accommodant que celui du FN, qui refuserait de s'ouvrir aux autres cultures et aux individus d'origine étrangère. La politique du FN est alors perçue comme irréaliste, inapplicable et inadaptée à la société et à l'état du monde actuel, les militants opposant les idées « dures » du FN aux idées « souples » de LR.

Cependant, comme l'ont montré des études précédentes portant sur les électeurs de droite (Haegel & Mayer, 2018), le rejet du FN est bien plus explicite sur la thématique économique, avec une unanimité sur l'irréalisme et la menace que représentent les idées économiques du Front National, perçues comme proches de celles de la France Insoumise. La posture du parti est pensée comme « antiéconomique », c'est-à-dire qu'elle se caractériserait par le rejet des règles du système économique et de sa place centrale dans la société. Par ailleurs, c'est l'enjeu européen – et notamment la sortie de l'euro – qui est conçu comme le principal clivage entre

leur parti et celui de Marine Le Pen, ainsi que l'exprime un délégué départemental nordiste des Jeunes Républicains :

« Fermer les frontières, arrêter l'euro, ça va engendrer des conséquences économiques et sociales catastrophiques pour notre pays. Même si je ne suis pas forcément européen convaincu, je suis pas à fond européen, je pense que l'Europe on en a besoin. Je pense qu'il faut réformer l'Europe, mais de là à s'en aller de l'Europe, non, je ne partage absolument pas ça ».

L'immigration, la sécurité, l'Europe et l'économie sont quasiment les seuls sujets évoqués à propos du Front National, et sont ainsi perçus comme les principaux enjeux de la distinction idéologique entre celui-ci et Les Républicains. Cette distinction se fait cependant encore plus clairement avec la troisième norme mobilisée par les enquêtés, qui se réfère aux qualités attendues d'un parti politique, et que leur parti est supposé posséder et non celui de Marine Le Pen. Ainsi, dans la critique exprimée par les militants LR, l'idéologie frontiste passe après la dénonciation du FN comme un parti démagogue et opportuniste. A travers une éthique de responsabilité opposant Les Républicains, parti de gouvernement, et le Front National, parti d'opposition condamné à se restreindre à l'exercice électoral, les enquêtés en dénoncent surtout le caractère manipulateur et électoraliste.

Pour cela, ils mobilisent un arsenal conceptuel qui ne prend vraiment sens que dans la relation particulière qui lie les deux partis. Le FN est ainsi souvent qualifié de « populiste », non pas dans le sens traditionnel que lui accorde la science politique, mais comme un synonyme de « démagogue ». Pour les militants, le terme implique la dénonciation de discours supposément radicaux et irréalistes n'ayant pour but que d'attirer des électeurs grâce à l'exploitation de leurs peurs et de leurs inquiétudes, en faisant passer la virulence du propos comme une promesse de changement concret. Il est également nécessaire de comprendre les adjectifs que les militants accolent au FN, les plus courants étant les termes « extrême » et « ultra », liés à la radicalité des discours frontistes aussi bien dans leur forme que dans leur fond. Le FN est d'ailleurs souvent mis sur le même plan que la France Insoumise, les militants parlant alors « des extrêmes » par opposition implicite aux partis modérés, à la fois crédibles et rassurants, dont font partie Les Républicains. Le qualificatif « d'extrême » place dès lors le FN non pas à une extrémité du spectre politique, mais hors de ce spectre, au-delà des limites acceptables pour l'exercice du pouvoir politique. Il est cependant important de rappeler que le parti n'est pas considéré comme « antisystème », puisque les militants ne considèrent qu'il y ait un « système » à défendre, que ce soit un système partisan ou un système politique avec ses valeurs et ses institutions.

Ainsi, en dépit de ces considérations, et comme l'atteste la quasi-absence de références aux « valeurs républicaines », le FN est davantage considéré comme une menace pour la société et ses équilibres naturels plutôt qu'une menace symbolique pour le régime politique. Le FN ne représente donc ni un simple adversaire avec qui on aurait des désaccords idéologiques, ni véritablement un ennemi politique qu'il faudrait détruire. Il est, de manière assez ambiguë, un parti dangereux et irresponsable qu'il faut pourtant combattre par le débat d'idées. L'absence de lexique axé sur le « barrage », le « front » ou le « cordon sanitaire » montre que les militants LR ne se perçoivent comme les défenseurs de la démocratie ou de la République, mais avant tout comme les défenseurs des intérêts de leur parti. Pour le dire autrement, les militants LR ne se considèrent pas comme les défenseurs d'une cause antifrontiste qui pourrait parfois exiger le sacrifice de leur parti, et cette « responsabilité démocratique » identifiée par la littérature n'est pas vécue subjectivement comme telle. Cela amène donc un discours ambivalent sur l'opposition au FN, qui se ferait officiellement pour des motifs « objectifs » (le FN est idéologiquement dangereux et ses dirigeants irresponsables), alors qu'elle est aussi en grande partie intéressée et partisane.

En résumé, les militants LR développent de trois manières différentes une même éthique politique davantage fondée sur une certaine manière de faire de la politique (responsable, pondérée, argumentée, « sérieuse » en somme) que sur la défense d'un ordre politique symbolique auquel s'apparenterait la « responsabilité démocratique » identifiée par Downs. Cette éthique est le reflet de ce que Mannheim appelle une « mentalité conservatrice », qui « incline à accepter l'environnement total dans l'état concret accidentel où il se produit » (Mannheim, 2006, p. 182) et qui amène les militants LR à défendre un ordre « naturel » fondé sur des équilibres sociaux, économiques et moraux ayant permis l'avènement de la société actuelle. Elle engage les militants à se mobiliser s'ils perçoivent que ces équilibres sont mis en danger par des forces idéologiques comme le Front National qui, interprétant le monde de manière déformée, entendent prendre des décisions économiquement ou socialement irresponsables. Les arguments idéologiques des militants sont dès lors indissociables d'une critique des personnalités et de l'organisation frontistes dont la forme et le style seraient tout aussi dangereux que leurs propositions, mais non d'un idéal démocratique ou républicain absolu.

3. Des perceptions et des discours néanmoins ancrés dans des réalités locales

Si nous sommes parvenus à dégager un registre normatif commun à l'ensemble de nos enquêtes, il faut néanmoins se demander ce qu'il reste de cette éthique militante une fois prise en compte

les appartenances sociopolitiques locales, car on constate que des différences se font jour dans l'usage de ce registre, qu'il s'agisse de la tonalité qu'ils donnent à leur discours à propos du FN ou de l'importance qu'ils accordent aux divers enjeux qui les lient à ce parti. Afin de distinguer les différentes manières de parler de l'extrême-droite partisane, nous avons intégralement retranscrit les extraits des entretiens dédiés à la méthode projective afin de réaliser une analyse lexicographique du corpus ainsi constitué. Ce corpus a fait l'objet d'un traitement par analyse factorielle des correspondances grâce au logiciel iRaMuTeQ, qui nous a permis de distinguer trois sous-répertoires lexicaux correspondant à chacune de nos villes (voir Figure 1).

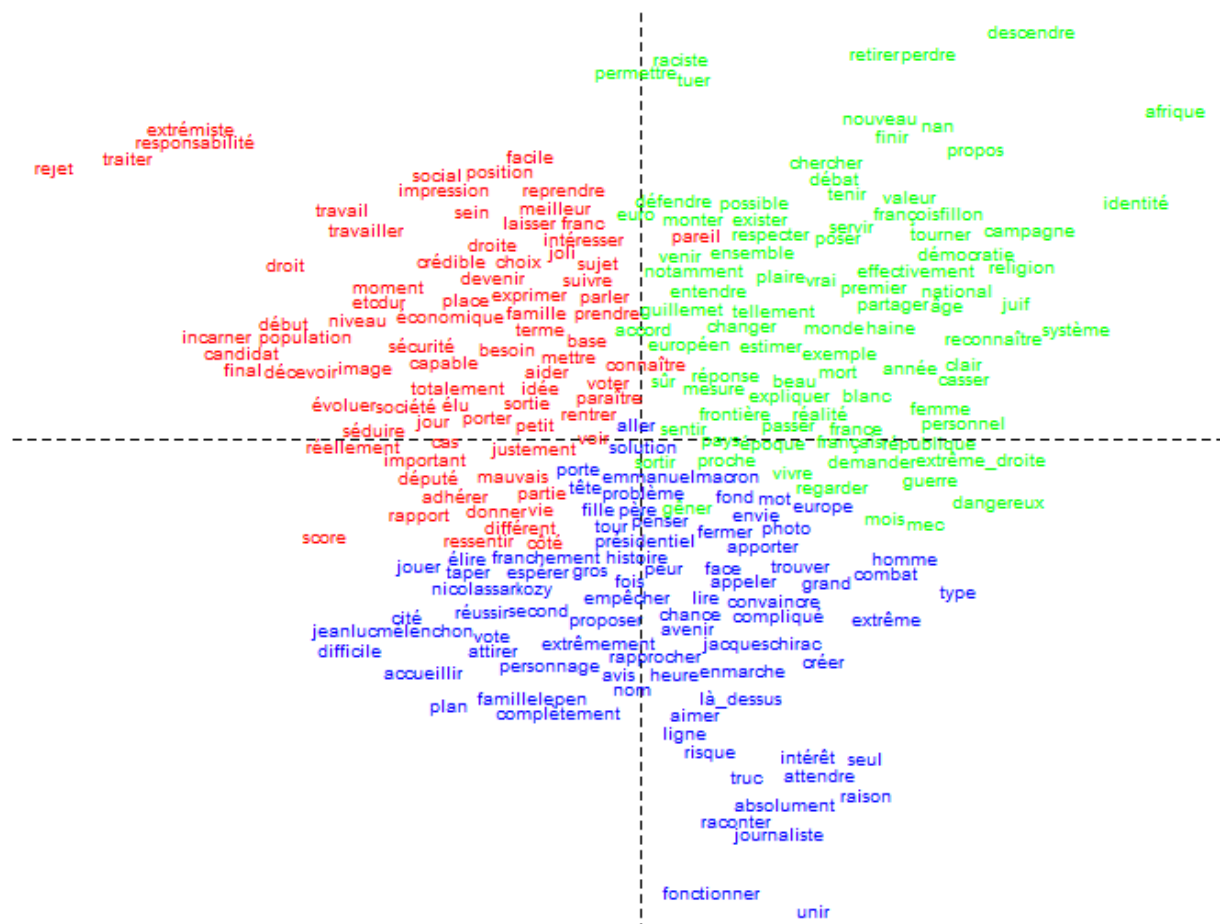


Figure 1 : AFC du corpus selon les trois villes des enquêtés. En haut à droite en vert, La Nordiste, en haut à gauche en rouge, La Sudiste, en bas en bleu, La Francilienne.

Pour les discours des enquêtés sudistes, nous pouvons identifier un ensemble lexical axé sur les problèmes quotidiens des électeurs, avec des termes tels que « social », « économique », « travail », « sécurité » ou « population », sur un rapport à la politique fait de déception, avec des termes comme « rejet », « déception », « impression », « ressentir », et sur la confrontation d'offres politiques, avec des termes comme « candidat », « élu », « extrémiste », « capable », « séduire », « incarner », « traiter », « position », « meilleur », « sujet » ou « image ». Ces thèmes

font référence à la nécessité de contrer le succès électoral du FN fondé sur les problèmes quotidiens des électeurs et leurs ressentiments vis-à-vis des hommes politiques. A La Nordiste, nous retrouvons un ensemble lexical davantage axé sur la confrontation de convictions, avec des termes comme « valeurs », « propos », « vrai », « débat », « partager », « défendre », sur le rapport du FN avec les institutions, avec des termes comme « extrême-droite », « République », « dangereux », « démocratie », « campagne », « système », « possible », et sur les questions d'identité et de rapport à la diversité et au monde extérieur, avec des termes comme « monde », « français », « France », « identité », « juif », « religion », « blanc », « permettre », « euro », « européen », « frontière » ou « pays ». Ces sujets font référence à des débats idéologiques sur la propriété des thèmes frontistes, ayant davantage tendance à se montrer offensifs sur la place qui revient au FN dans le système partisan. Enfin, à La Francilienne, nous distinguons un ensemble lexical axé sur les stratégies politiques, avec des termes comme « ligne », « unir », « politique », « journaliste », « atteindre », « intérêt », « arriver », « raconter », « rapprocher », « comprendre », « coup », « plan », et sur les personnalités et partis politiques, avec des termes comme « Jean-Marie Le Pen », « Nicolas Sarkozy », « personnage », « nom », « homme » ou « père ». Ces sujets font référence à un intérêt pour la politique axé sur ses dimensions compétitives, personnalisées, symboliques et narratives.

En réalité, ces trois sous-répertoires lexicaux et ces trois manières de parler du FN correspondent à trois contextes sociaux et à trois configurations politiques locales qui amènent trois sortes de rapport à la politique et à la droite. On peut ainsi lier l'ensemble lexical de La Sudiste à sa situation sociale compliquée, marquée par la fermeture des mines de houille avoisinantes dans les années 70 et par la perte subséquente d'une partie significative de sa population, avec un taux de pauvreté avoisinant les 30% et des revenus plus bas que la moyenne nationale. La ville fut dirigée par les communistes et les socialistes jusqu'en 1989, où le nouveau maire socialiste rassembla le PS, le centre et le RPR sur une même liste. Le maire actuel devint alors député puis emporta la mairie à droite en 1995, sur la promesse de rompre avec la gestion communiste de la ville. Si certains militent de longue date dans la ville, il n'existe pas de tradition politique de droite qui aurait pu être transmise aux générations actuelles, certains étant même issus de familles socialistes ou communistes. Cela amène les militants à juger du FN principalement en fonction des problèmes quotidiens que rencontre leur région. Une adjointe au maire estime ainsi que « le FN est très fort parce que c'est le bassin méditerranéen, c'est par là où arrive toute la population du Maghreb, où les taux de chômage sont les plus élevés, y a pas de richesses ». En résumé, on adhère et on reste aux Républicains de La Sudiste d'abord pour défendre une alternative politique plus crédible face à la gauche et

au FN, sans qu'il n'y ait forcément un attachement particulier au parti et à son idéologie, d'où un discours sur le FN fortement axé sur des problématiques socioéconomiques locales et assez défiant des batailles politiques nationales.

A La Nordiste au contraire, il existe une forte tradition d'engagement à droite. Les engagements y sont généralement assez anciens puisque la ville est de droite depuis 1945 et n'a connu d'ailleurs connu que deux maires depuis (l'actuel maire étant élu depuis 1995). La ville connaît un certain dynamisme, une forte population étudiante et des industries mécaniques et chimiques de pointe, bien que connaissant quelques problèmes de sécurité et de trafic de drogue. C'est dans l'ensemble une ville politiquement très stable, où les enjeux sont assez faibles et où il n'y a pas eu d'évènement politique marquant depuis longtemps. La Nordiste a également connu un fort militantisme RPR par le passé et une majorité de militants déclarent provenir d'une famille gaulliste et s'être engagés jeunes en politique. En résumé, on adhère au RPR nordiste pour défendre des valeurs et une vision de la société spécifiquement de droite, et peu pour des raisons politiques locales, d'où un discours sur le FN très axé sur les valeurs.

Enfin, La Francilienne est une ville où l'engagement militant peut être ancien, mais où les militants les plus actifs ont intégré le parti à partir de 2014. Il n'existe pas de tradition familiale de l'engagement politique, et beaucoup ont adhéré pour soutenir l'ancien maire ou en opposition au maire actuel, centriste et apartisan. La ville est dans l'ensemble très bourgeoise et possède une forte concentration de riches contribuables, ce qui en fait une des villes avec le plus fort patrimoine moyen. Les militants décrivent généralement leur ville comme étant sans problème, ce qui rend le rapport aux débats politiques nationaux plus théorique – les problématiques locales relevant plutôt de l'aménagement et de l'embellissement. On adhère donc aux Républicains franciliens d'abord pour défendre une forme de statu quo social et politique, et pour reprendre la ville au maire actuel, d'où un discours sur le FN assez abstrait et débarrassé d'enjeux quotidiens et concrets.

4. Des options stratégiques influencées par la compétition politique locale

L'autre aspect majeur qui remet en question la solidité de l'éthique politique propre à nos militants est celui de la stratégie électorale. De par leur échelle d'engagement partisan et leur distance avec les décisions politiques nationales pour lesquelles ils ne sont guère consultés, les militants LR peinent à s'autoriser des avis clairement exprimés sur la position stratégique nationale à tenir vis-à-vis du Front National. Si une majorité s'exprime contre une politique d'alliance avec l'extrême-droite de manière générale – allant plutôt à l'encontre de ce qu'on peut trouver chez les sympathisants de droite (Fourquet & Gariazzo, 2013) – cette question ne

prend véritablement sens pour eux qu'au sujet des élections locales. Ils s'autorisent dans ce cas, confortés par leur connaissance personnelle de la situation, à exprimer des positions sur la politique d'alliance à tenir, faisant passer dans nos trois cas les questions de « sensibilités » politiques avant les alliances entre appareils partisans, l'intérêt local passant selon eux avant l'idéologie. Ainsi, les positions stratégiques des militants demeurent fortement dépendantes de la situation politique locale dans laquelle ils s'insèrent, et plus précisément de l'assise électorale dont bénéficie leur parti et du poids électoral relatif du Front National.

Ainsi, à La Francilienne, les votes frontistes sont très faibles et le Front National n'a ni élus ni militants dans la ville ou la circonscription, toutes les élections étant remportées haut-la-main par la droite. Ainsi, François Fillon y a obtenu plus de 60% au premier tour de la présidentielle, suivi d'Emmanuel Macron avec plus de 20% et de Marine Le Pen avec moins de 5%. Si le score du FN a un peu augmenté depuis quelques années, il reste très marginal par rapport à la droite, la seule véritable opposition pouvant venir d'En Marche, ainsi que des divisions de la droite. Les militants considèrent d'ailleurs le maire centriste actuel comme un imposteur, dans la mesure où n'importe quel candidat ayant officiellement l'étiquette officielle de la droite rassemblée devrait normalement l'emporter à toutes les élections. La compétition partisane, à l'exception de l'enjeu municipal assez mobilisateur pour les militants, y est donc assez faible et la pratique politique davantage mondaine que véritablement militante. La question du FN y est en tout cas considérée d'un point de vue relativement abstrait, et les enquêtés franciliens refusent catégoriquement toute alliance nationale ou locale avec le FN. Tout comme pour la manière dont les militants LR parlent du FN, l'approche stratégique vis-à-vis de ce parti y est largement abstraite.

La Nordiste est davantage concernée par le vote frontiste, surtout très élevé dans les zones rurales avoisinantes. La ville en elle-même montre des scores FN semblables aux scores nationaux, avec par exemple un peu moins de 20% au premier tour de la présidentielle, tandis que Marine Le Pen obtenait plus de 45% des voix dans le département. Si la liste FN menée en 2014 aux municipales a emporté près de 15% des voix et 3 conseillers municipaux, le département reste ancré à droite, avec une majorité de députés et de sénateurs LR, la droite dirigeant la région, le département et la ville. Le FN n'étant pas très enraciné dans La Nordiste en elle-même, le parti n'est pas considéré comme une menace majeure. La résistance du département et de la ville à la « vague macroniste » amène par ailleurs les militants à considérer leur ville comme acquise pour longtemps à la droite grâce aux traditions de vote. S'il est présent, qu'il monte et que la compétition électorale reste bien réelle contrairement à la Francilienne, le FN n'est donc pas particulièrement évoqué comme un problème, et la question d'une alliance

nationale ou locale est perçue négativement par des militants persuadés que la droite peut rester majoritaire si elle défend ses idées. Elle serait même capable selon eux de regagner les voix perdues au FN en sachant parler à l'électorat populaire avec ses inquiétudes sur l'immigration et la sécurité, alors qu'une alliance électorale avec le FN ne se ferait qu'au détriment de la droite. L'approche stratégique des militants nordistes est donc fondée avant tout sur la sauvegarde des valeurs de droite.

En revanche, La Sudiste connaît une situation politique et électorale bien différente. Le FN y détient les scores les plus élevés, avec environ 25% pour Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle et près de 40% au second. Le département a également une forte tradition communiste en déclin depuis plusieurs décennies mais encore très prégnante dans les petits villages alentours, et qui a notamment permis à Jean-Luc Mélenchon de se hisser en tête des votes à la présidentielle avec plus de 25% des voix. La droite n'est pas très implantée dans le département, ayant obtenu de très mauvais scores aux législatives quand le FN y obtenait un député (les autres étant de La République En Marche), ce dont un jeune militant du coin a bien conscience : « Vous êtes dans le Sud, je crois qu'il y a 33% d'électeurs qui votent Front National. Il y a l'insécurité qui monte, et on ne pense pas droite, on pense Front National. Marine Le Pen, elle incarne ce ras-le-bol ». La Sudiste fait donc mesure d'exception départementale, avec un maire régulièrement réélu dès le premier tour – même si tous les militants s'accordent à dire que son élection est entièrement due à sa personnalité et à son bilan, et non à son étiquette partisane, celui-ci pratiquant plutôt une politique d'ouverture en direction du centre et de la société civile. Cette pratique municipale officiellement apaisante lui a permis d'être élu à la tête de l'agglomération sudiste sans avoir la majorité de droite requise. Les militants sudistes donnent donc la priorité dans leurs attitudes stratégiques à l'exercice du pouvoir et aux alliances, et non à la pureté idéologique. Le rejet a priori du FN n'y est d'ailleurs pas aussi fort que dans les autres villes quand il s'agit des élections locales, et certains militants affirment de manière pragmatique qu'il est envisageable d'intégrer des personnalités de tendance frontiste dans des listes ou de faire des alliances a posteriori avec des élus FN – toujours en fonction des qualités intrinsèques des candidats et de leurs propositions. Mais dans l'ensemble, les militants sudistes ont une très mauvaise perception des personnalités FN attachées à leur ville, notamment des deux conseillers municipaux jamais présents et de la tête de liste parachutée. Un jeune conseiller municipal estime d'ailleurs que « le problème du Front National aujourd'hui, c'est qu'ils ne se mélangent pas, ne viennent pas débattre, ne viennent pas sur les marchés, on ne les voit jamais, ce sont des gens qui ne sont même pas issus souvent dans les élections locales du cru, le parti loue un garage qu'il met au nom du candidat, et le candidat se

présente et fait 40% ». Cet argument apparaît alors plus important aux yeux des militants que le registre argumentatif propre à la droite qu'ils emploient par ailleurs pour parler du Front National en général.

5. Conclusion

Notre enquête menée dans trois terrains politiquement et sociologiquement divers nous a permis de montrer que les militants Les Républicains dans leur ensemble disposaient bien d'un registre normatif unifié à propos du Front National qui dénote d'une distance idéologique (liée aux thématiques économiques et européennes) et méta-idéologique (liée à l'incapacité supposée à proposer et à mettre en œuvre un projet politique raisonnable) réelle vis-à-vis de l'extrême-droite, fondé sur une éthique politique propre. Cette distance n'est néanmoins pas soutenue par un discours explicite commun à tous les militants, qui bricolent une explication de leur opposition à l'extrême-droite en fonction de leur expérience concrète de la politique et de la compétition partisane locale, et ne mobilisent une identité politique forte que si leur socialisation familiale le leur permet.

La conséquence est que cette distance significative à l'extrême-droite ne présage pas d'un maintien certain du cordon sanitaire entre Les Républicains et le Front National, particulièrement au niveau local. Dans les lieux où le soutien de l'extrême-droite s'avérerait souhaitable voire indispensable pour permettre à la droite de garantir ou de conquérir une position hégémonique dans le système partisan local et où le FN aurait pratiqué une politique d'implantation de long-terme et de respectabilisation cohérente avec sa dynamique nationale, le cordon sanitaire pourrait ne tenir que par des dispositifs rhétoriques pouvant être facilement retournés. A cet égard, la principale source d'incertitude pourrait venir du succès et de la pérennité de La République en marche, qui pourrait constituer localement et nationalement un attrait encore plus important pour la droite modérée.

Références

- Alduy C., Wahnich S. (2015), *Marine Le Pen prise aux mots : décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris, Le Seuil
- Bale T. (2003), « Cinderella and her ugly sisters: the mainstream and extreme right in Europe's bipolarizing party systems », *West European Politics*, vol. 26, n°3

Dézé A. (2003), « Between adaptation, differentiation and distinction. Extreme right-wing parties within democratic political systems » in Mudde C., Eatwell R. (dir.), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, Londres, Routledge

Downs W. (2001), « Pariahs in their midst: Belgian and Norwegian parties react to extremist threats », *West European Politics*, vol. 24, n°3

Fourquet F., Gariazzo, M. (2013), « FN et UMP : électorats en fusion ? », Fondation Jean Jaurès

Haegel F. (2011), « Nicolas Sarkozy a-t-il radicalisé la droite française ? Changements Idéologiques et Étiquetages Politiques », *French Politics, Culture and Society*, vol. 29, n°3

Haegel F., Mayer N. (2018), « So close, yet so far: the French Front National and Les Républicains (2007-2017) », in Herman L., Muldoon J. (dir.), *Trumping the Mainstream. The conquest of democratic politics by the populist radical right*, Londres, Routledge

Huc A. (2019), « FN du Nord contre FN du Sud ? Analyse sociogéographique des électorats Le Pen en 2017 », *Revue française de science politique*, vol 69, n°2

Joignant A. (2007), « Compétence politique et bricolage. Les formes profanes du rapport au politique », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°6

Lascoumes P., Bezès P. (2009), « Les formes de jugement du politique », *L'Année sociologique*, vol. 59, n°1

Mannheim K. (2006), *Idéologie et utopie*, Paris, Maison des sciences de l'homme

Meguid, B. (2008), *Party competition between unequals: strategies and electoral fortunes in Western Europe*, New York, Cambridge University Press

Mudde C. (2000), *The ideology of the extreme right*, Manchester, Manchester University Press

Sawicki F. (1997), *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris ; Belin